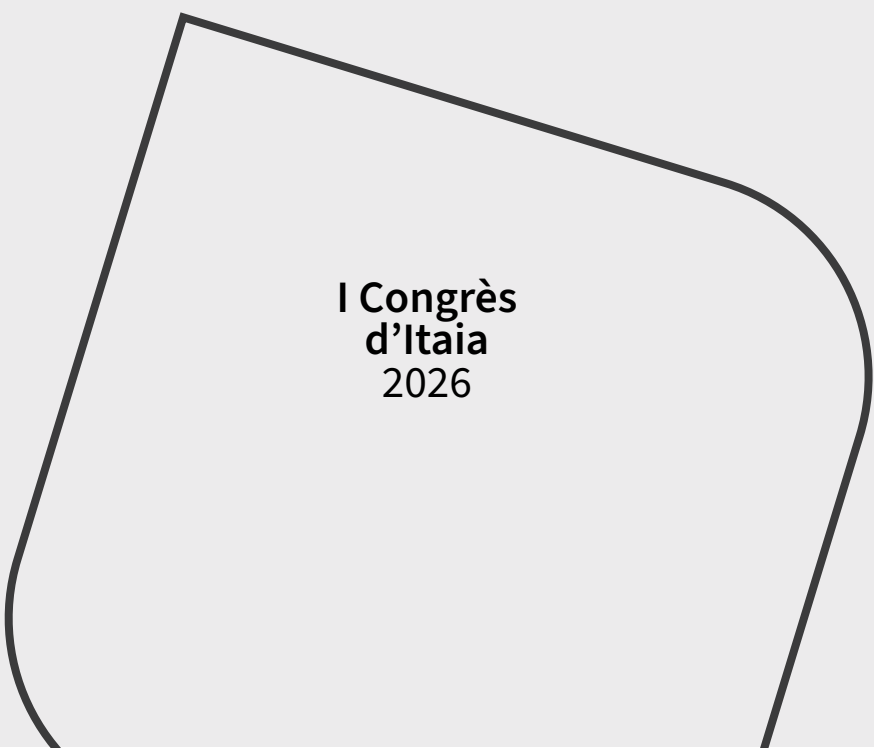


The background of the cover features two large, overlapping geometric shapes. A dark grey, irregular polygonal shape occupies the lower-left and central portions. A bright red, curved shape, resembling a thick arrow pointing to the right, overlaps the grey shape and extends towards the right edge of the cover.

PRINCIPES POLITQUES

de l'Organisation
des Femmes
Socialistes.

A large, light gray abstract shape with a dark gray outline, resembling a stylized letter 'P' or a rounded polygon, occupies the lower half of the page. It has a sharp point at the top left and rounded corners elsewhere.

I Congrès d'Itaia 2026

Sommaire.

01.

Introduction.

7.p

02.

Analyse contextuelle:
l'oppression de la femme
travailleuse aujourd'hui.

9.p

03.

Conception stratégique de
l'Organisation Socialiste
des Femmes.

15.p

04.

Proposition
politique.

19.p



01

Introduction

Itaia est l'Organisation Socialiste des Femmes du Pays Basque. Nous aspirons à un État Socialiste fondé sur le bien-être universel et l'égalité. Or, cela exige de dépasser la société capitaliste fondée sur l'exploitation et l'oppression. Pour ce faire, nous lancerons des processus de lutte contre l'oppression que vivent aujourd'hui les femmes travailleuses et nous proposerons des outils d'organisation, afin d'activer le plus grand nombre possible de femmes dans ce processus émancipateur.

Au cours des derniers mois, lors du congrès d'Itaia, nous avons défini les bases politiques de l'organisation. Les réflexions et les débats ont porté sur l'étude de l'oppression des femmes travailleuses, sur la détermination de l'orientation stratégique pour la combattre, et sur les détails de la proposition politique pour lutter contre cette oppression.

02

Analyse contextuelle:
l'oppression de la femme
travailleuse aujourd'hui

Aujourd'hui, nous ne pouvons pas dire que la femme travailleuse soit libérée. Bien que les partis sociaux-démocrates et libéraux aient gouverné les États européens au cours de la dernière décennie, et qu'ils aient utilisé la rhétorique des droits de l'homme et de l'égalité pour mettre en œuvre leurs politiques, l'oppression et la subordination des femmes travailleuses se sont maintenues tout au long de ces années. Bien que beaucoup de femmes de la classe moyenne aient amélioré leur situation, des milliers et des milliers de femmes prolétariennes sont toujours opprimées et subjuguées, situation qui s'est consolidée au cours des années de prolétarianisation que nous avons vécues.

Cette oppression est évidente dans de nombreux domaines. Premièrement, les capitalistes dévaluent la force de travail des femmes travailleuses. Ainsi, nous sommes nombreuses à travailler dans des conditions précaires : nous avons des salaires plus bas, de nombreuses heures ne nous sont pas payées, nous travaillons sans contrat, nous sommes contraintes à occuper des emplois à temps partiels, et en plus, nous nous trouvons face à de grands obstacles à l'heure de nous organiser collectivement. Il convient également de mentionner la situation des femmes migrantes, qui occupent des emplois précaires et socialement dévalués. Par ailleurs, la pauvreté extrême contraint de nombreuses femmes à se tourner vers les marchés de la sexualité et de la reproduction.

En outre, dans ce contexte de crise, non seulement les conditions de travail se sont détériorées, mais les privatisations et les restrictions des services ont encore aggravé les conditions de vie des femmes travailleuses : les services de soins et de santé sexuelle et reproductive sont en train d'être démantelés, leur qualité se détériorant et limitant l'accès à ces services. Cela affecte directement les femmes les plus démunies. D'une part, le retour des services de soins au sein de la famille continuera de faire peser une charge de travail sur les femmes. D'autre part, les services qui touchent directement les femmes vont se détériorer, comme entre autres, les services de gynécologie et/ou le droit à l'avortement.

Au-delà du monde du travail, maintenir la pauvreté et l'exploitation, implique de maintenir les femmes socialement dévaluées et de normaliser cette situation. Pour ce faire, l'image de la femme en tant qu'objet de consommation est renforcée, et encore davantage ces dernières années, par l'intermédiaire de l'industrie culturelle et sexuelle (prostitution, pornographie, réseaux sociaux). D'une part, cela a normalisé la violence machiste à l'égard des femmes,

légitimant le harcèlement sexuel, le rabaissement et l'exclusion. En outre, de nouvelles formes de violence sont apparues sur les plateformes numériques. D'autre part, cette image d'objet de consommation exerce une forte pression sociale et esthétique sur les femmes, provoquant des conséquences psychologiques et physiques brutales.

De plus, ces derniers temps, sous l'impulsion de l'oligarchie occidentale et avec le soutien de tous les partis institutionnels, les États ont pris une direction autoritaire : ils ont mis en place un programme contre les droits collectifs de la classe travailleuse. Le fascisme y joue un rôle fondamental, dans la mesure où il a orienté la propagande politique vers la légitimation de l'autoritarisme : en niant les droits politiques de la classe travailleuse, en diffusant des discours anti-prolétariens et, en particulier, en marginalisant et en attaquant les groupes les plus vulnérables au sein de notre classe. De plus en plus de personnes acceptent l'idéologie oppressive et excluante de l'extrême droite. Cela a un impact direct sur les femmes : il s'agit d'une offensive contre nos droits et d'une aggravation de la situation des femmes opprimées. Mentionnons, par exemple, vouloir renverser les mesures de lutte contre la violence machiste, ceux qui privatisent le secteur des résidences pour remplir les poches des capitalistes, les influenceurs très influents qui diffusent parmi les jeunes l'image traditionnelle ou sexualisée des femmes, renforçant aussi l'aspect subjugué de la femme. De même, les discours haineux et la violence contre les personnes LGBT ont augmenté dans ce contexte.

Tout ce qui a été dit jusqu'à présent révèle une fois de plus qu'on ne peut envisager la libération des femmes travailleuses au sein du système capitaliste. En effet, dans la mesure où ce système repose sur l'exploitation de la classe travailleuse, il se nourrit aussi de l'oppression des femmes travailleuses. En effet, les entrepreneurs profitent de la situation subjuguée des femmes travailleuses pour augmenter leur profit. Ainsi, le système capitaliste qui repose sur une logique de profit et de domination n'a aucun intérêt objectif à libérer la femme travailleuse.

De même, l'expérience de ces dernières années a montré que le système parlementaire bourgeois ne réglera pas la question des femmes travailleuses. D'une part, les partis parlementaires représentent les intérêts des entreprises et de la classe moyenne plus que les intérêts des femmes travailleuses. D'autre part, l'État capitaliste n'est pas un terrain neutre, et c'est ainsi qu'il faut appréhender les États espagnol et français, qui sont subordonnés à l'oligarchie européenne.

Parallèlement, il est nécessaire de faire le bilan des partis de gauche réformistes et des politiques féministes qui y ont été associées. Nous accordons de la valeur à toutes les luttes et à tous les efforts déployés par des milliers de femmes en faveur de nos droits, d'autant qu'ils ont servi à étendre des droits collectifs (par exemple, celui de l'avortement) ainsi que la conscience en faveur de la libération des femmes. Cependant, pour relancer la lutte actuelle dans des paramètres révolutionnaires et faire des propositions prospectives aussi efficaces que possible, il est indispensable de regarder en arrière et de mener à bien la critique politique des expériences passées et d'en tirer les leçons.

Ainsi, bien qu'il y ait des facteurs et des courants différents au sein du féminisme, nous identifions certaines des principales limites des politiques féministes de ces dernières années. D'une part, la lutte pour les droits des femmes s'est progressivement institutionnalisée, prenant l'État capitaliste comme terrain de jeu politique et, par conséquent, les revendications et les luttes en faveur des femmes se sont limitées au renforcement de la politique institutionnelle. Tout cela, d'autre part, a conduit à négliger la perspective socialiste révolutionnaire que cette lutte aurait pu avoir. La perspective de classe a été abandonnée, ce qui a fait disparaître les revendications et les luttes des travailleuses. Tout cela a également influé sur la façon dont la politique est conçue et élaborée, l'accent a été mis sur la transformation individuelle et son impact sur la société, renonçant dans une certaine mesure à la lutte collective et à l'émancipation de la majorité des femmes.

L'organisation socialiste des femmes, a défini deux principaux défis :

D'une part reconstituer le front révolutionnaire des femmes travailleuses, pour que les femmes travailleuses s'organisent et pour placer nos problématiques au centre. Ce front, organisé hors des intérêts économiques et de l'agenda institutionnel sera précisément celui qui mettra à jour le programme socialiste qui répondra à la question des femmes selon une analyse rigoureuse du contexte, adaptée aux besoins des travailleuses et aux capacités politiques du moment.

D'autre part, lutter contre les idées réactionnaires et fascistes, et rendre les femmes actrices politiques de la lutte. En effet, face aux idées et aux attitudes machistes, il est urgent de créer au niveau de la rue un puissant mur de résistance contre le machisme. Il est aussi nécessaire de donner des réponses fermes aux violences et discriminations envers les personnes LGBT.

Comme nous l'avons déjà dit, le socialisme doit être une alternative à ces discours d'exclusion et d'oppression, c'est-à-dire qu'à l'époque où nous vivons, nous devons faire en sorte que les idées communistes représentent des valeurs transformatrices et innovantes pour les femmes.

03

Conception stratégique de
l'Organisation Socialiste
des Femmes.

L'émancipation des femmes travailleuses ne sera pas réalisée du jour au lendemain, car mettre fin à l'oppression implique de mettre fin à la société capitaliste dans laquelle nous vivons aujourd'hui. C'est-à-dire qu'il est nécessaire de dépasser cette société et ce modèle d'État fondé sur le profit économique privé et sur les oppressions. Et au lieu de cela, il est indispensable de construire un modèle de pouvoir basé sur le bien-être de la majorité et sur l'égalité : l'État socialiste. Ainsi, l'objectif d'Itaia est de construire une société dans laquelle nous aurons toutes et tous des conditions de vie égales : une société qui, d'une part, garantisse à tous·tes des moyens de vie et des services de qualité et, d'autre part, dans laquelle les femmes ne seront soumises à aucune oppression sociale et culturelle.

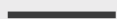
Il est impossible de garantir des conditions de vie égales pour tout le monde sans combattre la société oppressive actuelle. Au sein de ces types d'États et des institutions du capitalisme, il n'y a aucune possibilité de transformation sociale, car l'État n'est pas une institution neutre, mais un instrument au service des oligarchies et des entrepreneurs qui gèrent le monde selon leurs intérêts. L'intervention de l'État, au-delà de la volonté des partis du moment, dépend des intérêts économiques des grandes oligarchies et ne peut donc pas être la porte de sortie de l'oppression.

La stratégie socialiste constitue un pas en avant vers la fin de l'oppression des femmes travailleuses, car elle propose une transformation sociale en vue de notre émancipation complète. Au-delà du cadre du capitalisme et des programmes réformistes actuels, elle vise à proposer une feuille de route émancipatrice et à offrir les moyens d'unir le plus grand nombre possible de femmes à ce processus.

Dans la phase stratégique actuelle, la principale tâche du Mouvement Socialiste est la construction d'un parti communiste international de masse, condition préalable pour passer à l'offensive politique. Itaia contribue à aller dans cette direction, car nous savons que la condition pour sortir définitivement de l'oppression des femmes est la construction d'une société communiste. Nous voulons contribuer à ce processus via deux tâches interdépendantes : placer la lutte pour la fin de l'oppression des femmes travailleuses au centre des priorités du Mouvement Socialiste, et œuvrer à la généralisation de l'idéologie communiste parmi les travailleuses.

C'est en ce sens qu'Itaia veut être un instrument politique efficace pour lutter contre l'oppression des femmes travailleuses : contre le machisme, contre l'exploitation économique que nous vivons en tant que femmes travailleuses et pour défendre les droits économiques et politiques. Pour ce faire, il nous faudra promouvoir la collaboration entre de larges secteurs de femmes et réactiver la mobilisation et les luttes pour faire face à chaque oppression. En outre, au vu du contexte actuel, toutes ces luttes doivent contribuer à constituer un sujet capable de barrer la route au fascisme et au machisme.

04



Proposition politique

Dans ce contexte, il est urgent de développer une proposition politique qui accorde une place centrale à la problématique des femmes travailleuses. Aujourd'hui, la vie des femmes travailleuses est basée sur la pauvreté et la violence, et nous n'avons aucun soutien politique pour y faire face. Alors que le fascisme et le machisme monte en puissance, aucun politicien – de n'importe quelle idéologie – n'a de programme politique pour renverser cette situation. Il est donc nécessaire de mettre sur la table une proposition politique utile à la majorité des femmes et de développer la force politique qui la fera avancer.

C'est ainsi que nous avons entrepris l'élaboration d'une feuille de route politique de dépassement de l'oppression des femmes travailleuses, feuille de route qui est la base d'un programme politique plus complet. En effet, en vue de l'émancipation des femmes, Itaia exprime son engagement à développer les axes exposés ci-dessous. La mise en œuvre de ces tâches doit être comprise comme un processus qui se déploiera suivant les besoins du moment et suivant nos capacités politiques.

1. DES CONDITIONS DE TRAVAIL DE QUALITÉ ÉGALES POUR TOUS-TES

En raison de la situation défavorisée des femmes dans la société capitaliste, des conditions de travail médiocres nous sont imposées : des emplois temporaires, partiels et peu qualifiés. Ainsi, nous subissons de bas salaires et de conditions de travail précaires. Il faut particulièrement souligner les conditions du secteur du soin et du nettoyage et, en général, les conditions auxquelles sont confrontées les femmes immigrées. Nous souffrons également de harcèlement sexuel au travail, car la violence sexiste nous touche partout.

Afin d'assurer l'égalité des conditions de travail et de vie, nous considérons qu'il est nécessaire d'assurer **l'égalité des salaires** pour tous·tes, en nivelant les salaires par le haut. Tous les emplois n'ont pas la même reconnaissance sociale, c'est pourquoi il est indispensable de mettre fin à la hiérarchisation existante entre les emplois.

Dans cette direction, il est indispensable de **garantir les droits du travail et les droits politiques des travailleuses**, et de **mettre fin à la sous-traitance** qui aggrave encore les conditions dans les secteurs féminisés.

2. SOCIALISATION DE TRAVAUX DE SOINS

Aujourd'hui, la plupart des femmes doivent assumer les tâches ménagères et familiales. Certaines femmes de la classe moyenne ont eu l'occasion de se libérer de ces contraintes, mais en employant des femmes qui sont dans des conditions plus pauvres, souvent des femmes migrantes. En revanche, dans la plupart des familles travailleuses, ce sont les femmes qui continuent à effectuer ces tâches. En outre, la privatisation et les restrictions des services de soin ont aggravé la situation en réduisant de plus en plus le nombre de personnes qui a accès à ces services.

Afin d'éviter que la responsabilité de ces travaux et services ne retombe sur les femmes travailleuses, il est nécessaire de disposer de services de soins gratuits et de qualité. À cette fin, mettre fin à la privatisation du secteur du soin est une priorité.

3. METTRE FIN À LA VIOLENCE MACHISTE

En tant que collectif opprimé, nous subissons perpétuellement de la violence. Au quotidien, nous en vivons différentes facettes : assassinats, agressions sexuelles, dénigrement et maltraitance, entre autres. Ces dernières années, les idéologies réactionnaires ont d'une part normalisé le machisme, et d'autre part, de nouvelles formes de violence liées aux plateformes numériques se sont développées.

Pour mettre fin à la violence machiste, il faut mettre fin à cette société oppressive. Dans cette direction, la création d'un puissant mur de contention **contre la normalisation du machisme, mettant fin à l'impunité des agresseurs et assurant la protection matérielle et sociale des femmes qui ont été agressées est une priorité.**

4. METTRE FIN À LA TRAITE DES CORPS DE FEMMES TRAVAILLEUSES

Beaucoup de femmes sont forcées de vendre leur corps à cause de la pauvreté et parce qu'elles n'ont pas d'autre choix pour survivre. Le système capitaliste exploite cette situation pour obtenir des millions de bénéfices économiques, en alimentant continuellement les industries du sexe et de la reproduction.

Il faut mettre fin aux institutions qui font de nous des objets de plaisir et/ou de reproduction et, en fin de compte, qui renforcent notre oppression. En ce sens, **mettre fin à la prostitution et à la gestation pour autrui** est une priorité.

5. AVORTEMENT GRATUIT, UNIVERSEL ET DE QUALITÉ

Le droit à l'avortement est un droit qui est constamment violé aujourd'hui. Ce droit n'est pas garanti à toutes les femmes. En effet, de nombreuses femmes migrantes ont du mal à accéder à l'avortement. De plus, le service d'avortement est subordonné aux intérêts capitalistes et la priorité est donnée aux profits économiques plutôt qu'à sa qualité. Un exemple en est le fait qu'au Pays basque, une grande partie des avortements a lieu dans des cliniques privées. De même, sur le plan social, l'avortement continue d'être stigmatisé. À tout cela, il faut ajouter l'offensive des idéologies conservatrices : à la fois les propositions politiques contre l'avortement et les persécutions de la part des groupes anti-avortement.

Pour aller vers un avortement gratuit, de qualité et accessible à toutes, il est urgent, d'une part, de **mettre fin à la privatisation du service d'avortement**, en privilégiant le bien-être des femmes et non les intérêts économiques, et d'autre part, de **barrer la route à la criminalisation de l'avortement**.

6. GARANTIR LES CONDITIONS DE PROCRÉATION

La décision d'avoir des enfants est souvent entravée par les conditions économiques et sociales, d'une part, par les faibles capacités économiques de la classe ouvrière et, d'autre part, par l'absence de conditions permettant d'assurer des soins de qualité aux enfants : que cela soit parce que les parents n'ont pas de possibilité de conciliation, par manque de services, ou à cause de leur privatisation. Un des exemple est le cas du manque de crèches de qualité et gratuites. Cette situation affecte directement les femmes travailleuses, car ce sont elles qui ont la plus grande surcharge. En outre, de nombreuses familles sont dans l'incapacité d'élever leurs enfants dans des conditions de qualité.

Nous pensons qu'il est nécessaire de **garantir les conditions économiques et sociales** de procréation.

7. GARANTIR DES SERVICES DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE DE QUALITÉ ET GRATUITS

De nombreuses femmes se heurtent constamment à des obstacles à l'heure d'assurer leur santé sexuelle et reproductive. La gynécologie et les services de sages-femmes ne sont pas garantis dans de nombreux endroits et de nombreuses femmes doivent effectuer de longs déplacements pour accéder à ces services primaires. En outre, les temps de prévention, de détection et d'intervention de certaines maladies sont généralement plus longs que ceux recommandés par les professionnels, comme par exemple, les tests pour le dépistage du cancer du sein.

Nous considérons comme prioritaire, d'une part, d'assurer à toutes les femmes des services de gynécologie et de sages-femmes de qualité, d'autre part, d'effectuer les examens et interventions nécessaires dans les délais recommandés et dans des conditions de qualité, et enfin, d'assurer la gratuité des moyens liés aux règles, à la grossesse, à la contraception ou à la ménopause.

La libération des femmes
travailleuses passe par le socialisme,
et el socialisme ne peut exister sans
l'engagement et la participation des
femmes.

La lutte en vaut la peine!

